

DELIBERATION N° 2000/12-04 - AJUSTEMENT DE L'INVENTAIRE DU PATRIMOINE COMMUNAL

Monsieur BOILEAU, rapporteur, indique à l'assemblée que l'instruction budgétaire et comptable M14, dont l'application a été généralisée à l'ensemble des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux au 1er Janvier 1997, a notamment pour objectif d'améliorer la vision patrimoniale des collectivités.

Cet objectif repose sur une meilleure connaissance, par l'ensemble de collectivités, de la composition de leur patrimoine, tant du point de vue physique que comptable.

A cet effet, les circulaires du 31 décembre 1996 et du 7 novembre 1997 préconisent aux collectivités de recenser leurs immobilisations et d'ajuster, à la date du 31 décembre 1998, leur inventaire physique et l'état de leur actif comptable. La circulaire du 31 décembre 1998 autorise les collectivités, qui se trouvent dans l'impossibilité de procéder à un recensement, à le reporter au 31 décembre 1999.

De plus, face aux difficultés rencontrées pour rétablir certaines des informations patrimoniales, la circulaire du 22 décembre 1999 propose aux collectivités n'ayant pas achevées les travaux au 31 décembre 1999 des simplifications temporaires, afin de joindre l'état de l'actif au compte de gestion 1999. Les informations patrimoniales pourront être transmises par l'ordonnateur pour intégration par le comptable après la date du 31 décembre 1999.

L'ajustement de l'inventaire et de l'état de l'actif fait l'objet de procédures différentes selon la catégorie d'immobilisations.

a) Biens renouvelables autres que le matériel de transport :

Par délibération, le comptable public est autorisé à sortir de l'actif tous les biens renouvelables, autres que le matériel de transport, acquis avant le 31 décembre 1995, sous réserve de ceux que la collectivité souhaite maintenir dans son patrimoine.

Les circulaires préconisent que la sortie des biens concernés se fera :

- au 31 décembre 1997 pour les biens acquis avant le 1er janvier 1992,
- au 31 décembre 1998 pour les biens acquis en 1992,
- au 31 décembre 1999 pour les biens acquis en 1993,
- au 31 décembre 2000 pour les biens acquis en 1994,
- et au 31 décembre 2001 pour les biens acquis en 1995.

Pour des raisons de commodité, il vous est proposé d'effectuer la sortie au 31 décembre 2000 des biens acquis avant le 01/01/1996, sans retenir la méthode de l'étalement proposée par les circulaires.

b) Les biens immobiliers autres que les installations et réseaux de voirie :

Un recensement des biens immobiliers a été réalisé à partir des documents existants dans les services, et notamment à partir de la situation cadastrale. Les biens recensés ont ensuite été comparés aux données figurant dans le compte de gestion arrêté au 31 décembre 1996, date servant de base de calcul de l'apurement des comptes.

Les écarts constatés donneront lieu, conformément à la circulaire du 31 décembre 1996, à un ajustement du compte de gestion par opération non budgétaire autorisée par la présente délibération.

c) Autres immobilisations :

Afin d'obtenir un inventaire comptable conforme à l'inventaire physique des biens appartenant à la commune, il vous sera également proposé d'autoriser le comptable à opérer certains ajustements sur les comptes patrimoniaux.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
décide par 22 voix pour et 6 abstentions :

- de décider, conformément à la circulaire du 31 décembre 1996, de procéder à l'ajustement de l'inventaire et de l'état de l'actif afin de mettre en conformité le compte de gestion avec le patrimoine de la Commune,
- d'autoriser le comptable public à :
 - sortir de l'actif, au 31 décembre 2000, les biens renouvelables acquis avant le 01/01/1996 pour les montants figurant dans le tableau joint en annexe 1,
 - apurer et régulariser les autres comptes patrimoniaux (terrains, constructions, autres immobilisations,..) figurant au compte de gestion de la Commune au 31 décembre 1996 afin de les faire correspondre à la réalité du patrimoine communal à cette date, en passant les écritures correspondantes dans le compte de gestion au 31 décembre 2000, par opération non budgétaire, pour les montants figurant dans l'annexe 2.